



Le rebond de l'intérim relance l'emploi régional

Dans un contexte national mitigé, avec un décrochage inattendu de la production industrielle, l'emploi régional évolue favorablement essentiellement grâce à un rebond de l'intérim. Le commerce et les services marchands créent également des emplois, bénéficiant d'une consommation des ménages plus soutenue. À l'inverse, l'industrie continue de perdre des emplois permanents en dépit d'une progression dans les activités liées à l'environnement. De même, l'érosion des effectifs dans la construction continue, les chefs d'entreprise jugeant médiocre leur niveau d'activité. Toutefois le rythme de la baisse des mises en chantier ralentit et le nombre de permis de construire de logements est désormais en hausse, ce qui laisse entrevoir une amélioration dans le secteur pour les mois à venir.

La fréquentation touristique des hôtels de la région se maintient et dépasse même le niveau du deuxième trimestre 2014 grâce, notamment, à un mois de mai qui a bénéficié de plusieurs longs week-ends et d'une météo favorable.

Fin juin, le taux de chômage en Basse-Normandie s'établit à 9,2 % de la population active. Il reste inférieur de 0,8 point au taux de chômage métropolitain.

Matthieu Boivin, Alain Coënon, Sabrina Leroux, Insee

Rédaction achevée le 30 octobre 2015

L'intérim réveille l'emploi salarié...

Après avoir décliné le trimestre précédent, l'emploi salarié non agricole bas-normand repart à la hausse pour atteindre 308 700 emplois fin juin 2015. Au cours du deuxième trimestre 2015, 800 postes ont été créés, soit une hausse de 0,3 %. Cette amélioration ne concerne pas tous les secteurs, elle est exclusivement le fait du tertiaire marchand et notamment de l'intérim. À l'inverse, l'industrie et la construction continuent de perdre des emplois permanents. Tous ces constats se retrouvent au niveau national.

Le tertiaire marchand hors intérim gagne 630 emplois (+0,4 %), principalement dans l'hébergement et restauration et le commerce. Au niveau national, l'emploi tertiaire marchand hors intérim gagne aussi des emplois (+0,2 %).

Principale variable d'ajustement de l'emploi aux variations conjoncturelles, l'intérim repart à la hausse ce trimestre (+6 %). Au niveau national, la tendance est aussi à la reprise de l'intérim, mais dans des proportions moindres (+3,6 %). Ces salariés sont comptabilisés dans le tertiaire, alors que la majorité des missions sont effectuées dans l'industrie ou la construction.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand



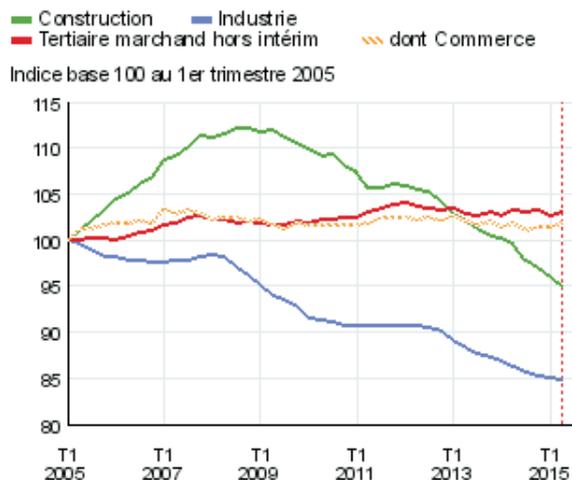
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Dans l'industrie, 260 emplois permanents sont détruits (- 0,3 %). La situation est comparable en France métropolitaine (- 0,3 %). Cette dégradation ne concerne pas toute l'industrie bas-normande. Les pertes d'emplois dans l'agroalimentaire (- 1,5 %) et dans la fabrication de matériels de transport (- 0,3 %) ne sont pas compensées par les embauches dans la fabrication d'équipements électriques et électroniques (+ 1,1 %) et dans le secteur regroupant énergie, eau, gestion des déchets et dépollution (+ 2,0 %).

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Basse-Normandie



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Miné par des mises en chantier de logements neufs qui peinent à redémarrer, mais aussi par des commandes de travaux publics en berne, le secteur de la construction perd de nouveau des emplois permanents (- 1,1 %). Au niveau national, l'emploi permanent dans la construction continue, lui aussi, de se contracter (- 0,9 %). Depuis la fin 2008, la région a perdu plus d'emplois permanents dans ce secteur (- 15 %) que la France métropolitaine (- 12 %). Cela explique en partie le décrochage sensible de l'emploi bas-normand par rapport au niveau national depuis le début de la crise.

Les trois départements bas-normands ne profitent pas tous de cette embellie de l'emploi marchand non agricole. Le Calvados connaît l'évolution la plus favorable (+ 0,4 %), suivi par la Manche (+ 0,3 %), sous l'effet notamment du rebond de l'intérim. De son côté, l'Orne continue de perdre des emplois (- 0,3 %). La construction est toujours à la peine dans les trois départements.

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Après un repli le trimestre précédent, l'emploi salarié en Basse-Normandie connaît donc une légère embellie. On est cependant toujours loin de retrouver le niveau d'emploi d'avant la crise. Depuis le pic du quatrième trimestre 2007, plus de 21 000 emplois ont été détruits, principalement dans l'industrie et la construction. Cette crise a été l'occasion d'un accroissement des inégalités entre les marchés de l'emploi régionaux et en premier lieu entre celui d'Île-de-France, resté solide, et ceux de régions moins urbaines. Ainsi, depuis 6 ans, le marché de l'emploi bas-normand a rétréci dans des proportions plus importantes que le marché de l'emploi national.

...mais le chômage reste stable

Au deuxième trimestre 2015, en Basse-Normandie, le taux de chômage reste stable à 9,2 % de la population active. Il reste inférieur de 0,8 point au taux de chômage métropolitain (10 %). Sur un an, de juin 2014 à juin 2015, le taux de chômage augmente de 0,1 point en Basse-Normandie, contre 0,3 point en France métropolitaine.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Au deuxième trimestre, le Calvados a le taux de chômage le plus élevé (9,8 %), suivi de l'Orne (9,5 %), la Manche présentant le taux le plus faible (8,3 %). Sur les douze derniers mois, le taux de chômage augmente dans l'Orne (+ 0,2 point) alors qu'il reste stable dans la Manche et le Calvados.

Malgré des créations d'emplois dans l'intérim, le marché de l'emploi régional reste donc atone au deuxième trimestre. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (+ 1,5 %) a continué sa progression. Les difficultés sur le marché de l'emploi touchent toutes les catégories, mais avec une intensité différente. Ainsi, les demandes d'emplois progressent plus fortement chez les plus de 50 ans et chez les chômeurs de longue durée. Au total, fin juin 2015, près de 115 000 demandeurs inscrits en Basse-Normandie étaient immédiatement disponibles pour occuper un emploi.

Avertissement

À compter de février 2015, de nouveaux indicateurs construits à partir de la base Sit@del2 sont diffusés afin d'améliorer le diagnostic conjoncturel sur la construction de logements neufs. Ces nouveaux indicateurs visent à retracer, dès le mois suivant, les autorisations et les mises en chantier à la date réelle d'événement. Ils offrent une information de meilleure qualité que les données en date de prise en compte diffusées jusqu'à présent. Ces nouveaux indicateurs mensuels sont des séries cumulées sur 12 mois.

Fort recul confirmé du régime de micro-entrepreneur

Après une baisse importante au premier trimestre, le nombre de créations d'entreprises continue de baisser (- 4,5 %). A peine plus de 1 900 nouvelles entreprises ont vu le jour au deuxième trimestre (- 4,1 % contre - 4,6 % en France métropolitaine). Cette nouvelle baisse est entièrement due au recul des créations de micro-entreprises (- 20 % contre -15 % en France métropolitaine). Inversement, les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs connaissent une franche augmentation (+ 8 % contre + 5 % en France métropolitaine).

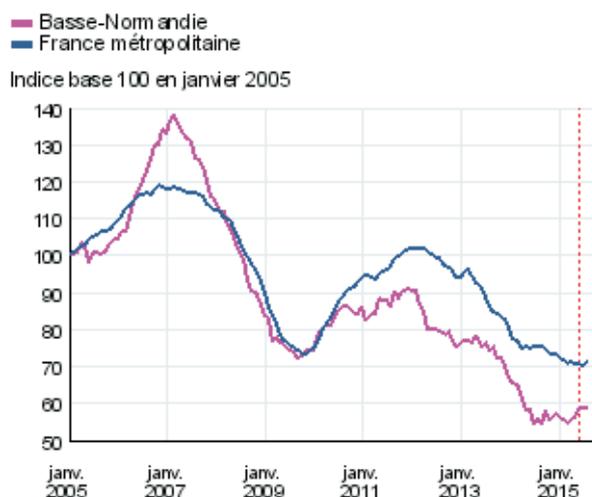
Seule une création bas-normande sur trois se fait désormais sous statut de micro-entrepreneur (41 % en France métropolitaine). Ce statut de la micro-entreprise, qui représentait la majorité des créations depuis sa mise en place en 2009 jusqu'à cette année, semble donc souffrir d'un désamour, qui sera encore confirmé au troisième trimestre en Basse-Normandie comme sur l'ensemble du territoire national.

En données brutes à la date de jugement, les défaillances d'entreprises sont en diminution au deuxième trimestre en Basse-Normandie (- 1,3 %) comme en France métropolitaine (- 0,6 %).

Le secteur de la construction toujours en difficulté

Au second trimestre 2015, l'activité dans le secteur de la construction continue de se contracter. Sur 12 mois glissants, 5 800 logements ont été mis en chantier. Pendant cette période, la dégradation atteint 12 %. Elle est plus prononcée qu'en France métropolitaine (- 4,5 %) et impacte deux fois plus les logements collectifs que les logements individuels. Toutefois, par rapport au premier trimestre 2015, le nombre de logements commencés dans la région diminue de 2,4 %, et cette baisse est donc moins importante que celle enregistrée en cumul sur un an. Les trois départements contribuent à cette amélioration.

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.

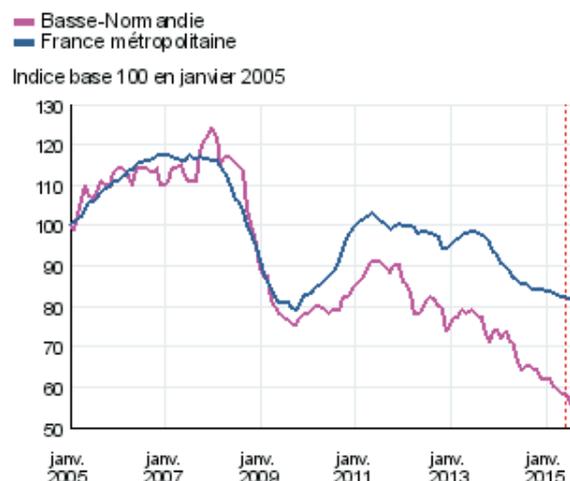
Source : SOeS, Sit@del2

Les autorisations de construction repartent à la hausse ce trimestre (+ 6,9 %) Cette reprise laisse présager une amélioration dans le secteur pour les mois à venir. Ce sont les autorisations de construction dans les logements collectifs qui portent essentiellement cette croissance. En rythme annuel, les autorisations de construction progressent de 1,9 % alors qu'elles se dégradent au niveau national (- 5,6 %).

Les mises en chantiers de locaux professionnels accusent un repli de 3,6 % ce trimestre (contre - 1,8 % au niveau national). Ces chiffres marquent toutefois une amélioration, comparés à l'évolution en rythme annuel. En effet, le taux d'évolution enregistré en Basse-Normandie (- 28 % en cumul sur 12 mois) est le plus bas de toutes les régions françaises.

Les autorisations de construction de locaux non résidentiels sont également en baisse (- 2,5 %) alors qu'elles progressent de 0,8 % au niveau France métropolitaine. En revanche, en cumul sur un an, elles accusent un repli moins prononcé qu'au niveau national (respectivement - 4 % et - 12 %).

6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.

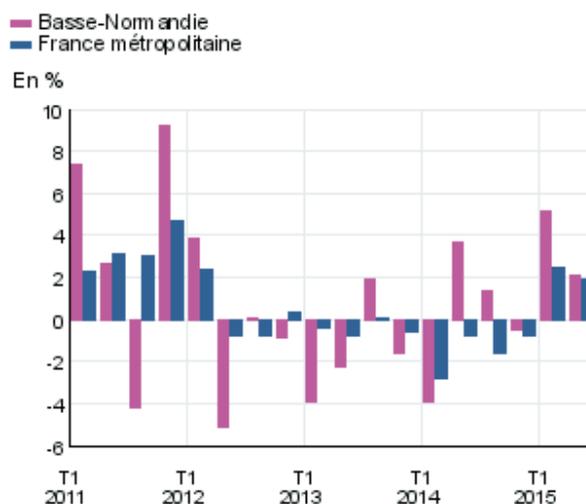
Source : SOeS, Sit@del2

Les chefs d'entreprises restent pessimistes pour les mois à venir. La durée moyenne des carnets de commandes est jugée insuffisante. L'emploi est en berne et les investissements continuent de fléchir. Les trésoreries sont une nouvelle fois impactées par la baisse des prix et par l'allongement des délais de paiement.

Une fréquentation hôtelière supérieure à celle du deuxième trimestre 2014

Au second trimestre, la fréquentation hôtelière a augmenté de 2 % par rapport au deuxième trimestre 2014, qui, lui-même, avait été marqué par une croissance de la fréquentation touristique due au 70ème anniversaire du Débarquement en Normandie. Cette hausse est due exclusivement à la clientèle française (+ 7 %), alors que la clientèle étrangère accuse un retrait (- 10 %), en dépit d'un regain marqué de la présence britannique.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels

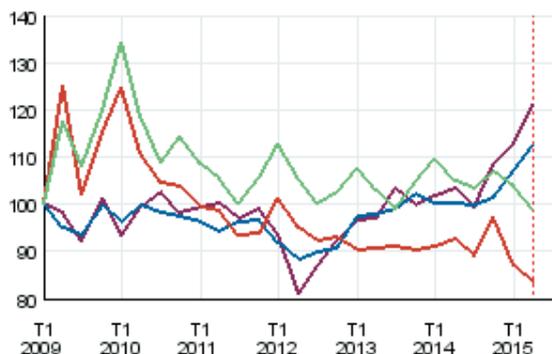


Notes : données trimestrielles brutes. Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année n par rapport au trimestre de l'année n-1. Suite au changement de classification début 2014, les données 2011 à 2013 ont été réévaluées.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE

■ Basse-Normandie hors micro-entrepreneurs
 ■ France métr. hors micro-entrepreneurs
 ■ Basse-Normandie y/c micro-entrepreneurs
 ■ France métr. y/c micro-entrepreneurs

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2009



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

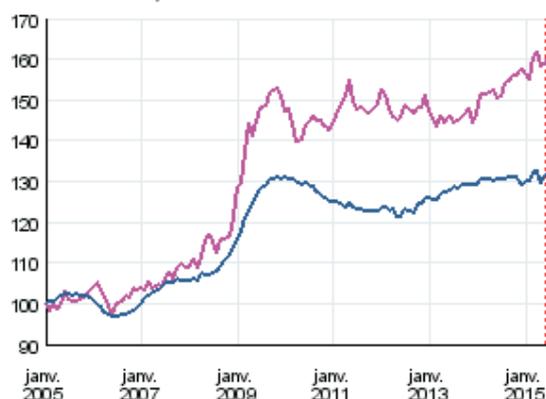
Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime de micro-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

C'est dans le département de la Manche que l'augmentation de l'activité hôtelière est la plus vive (+ 3,5 %). Elle est plus modérée dans le Calvados (+ 1,7 %) tandis que la fréquentation dans l'Orne est stable. Cette hausse de la fréquentation dans les hôtels bas-normands

■ Basse-Normandie
 ■ France métropolitaine

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes au 12 octobre 2015, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France

est un peu plus marquée que dans la moyenne des régions métropolitaines françaises (+ 1,7 %) où, comme en Basse-Normandie, la fréquentation française a été plus dynamique que la fréquentation étrangère. ■

Contexte national - En France, la demande reste bien orientée, mais l'activité progresse par à-coups

En France, l'activité a calé au deuxième trimestre (0,0 % après + 0,7 %), du fait notamment du décrochage de la production industrielle qui s'est poursuivi jusqu'au début de l'été. Au second semestre, la consommation des ménages retrouverait une croissance en phase avec les gains de pouvoir d'achat, lequel accélérerait nettement sur l'ensemble de l'année (+ 1,7 %). Leur investissement en logement continuerait cependant de peser sur l'activité. Après une hausse au premier semestre, l'investissement des entreprises accélérerait modérément au second semestre, avec la hausse de leurs marges et un accès au crédit facilité par les mesures de politiques monétaires. Au total, au-delà des à-coups trimestriels, l'activité progresserait au second semestre (+ 0,2 % puis + 0,4 %) à un rythme comparable à celui du premier semestre. En moyenne annuelle, la croissance serait de + 1,1 %, après + 0,2 % en 2014. L'accélération de l'activité et les politiques d'allègement du coût du travail stimuleraient l'emploi, qui serait rehaussé de 120 000 postes en 2015. En conséquence, le taux de chômage se stabiliserait à 10,3 % de la population active fin 2015.

Contexte international - Au niveau international, le climat conjoncturel est favorable dans les économies avancées mais se dégrade encore dans les pays émergents

Au deuxième trimestre 2015, la croissance des pays avancés est restée robuste. Elle a été particulièrement vive aux États-Unis et au Royaume-Uni. Dans les pays émergents, l'activité a continué de ralentir, notamment en Chine. Le commerce entre pays asiatiques a pesé sur les échanges mondiaux, qui se sont de nouveau contractés. Dans la zone euro, en revanche, la reprise continue de se diffuser progressivement : le redémarrage de l'emploi et la baisse du prix du pétrole portent la consommation des ménages, tandis que la dépréciation de l'euro depuis mi-2014 stimule les exportations. L'activité resterait très dynamique en Espagne, grâce aussi à la vigueur de l'investissement privé. Elle accélérerait modérément en Allemagne, et plus modestement encore en Italie, dont le PIB a renoué avec la croissance début 2015. Dans les pays anglo-saxons, l'activité resterait soutenue par la vigueur de la consommation. Au total en 2015, la croissance des économies avancées resterait solide. Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti, et leurs importations reculeraient en moyenne annuelle, pour la première fois depuis 2009.

Insee Basse-Normandie
 5 rue Claude Bloch
 BP 95137
 14024 CAEN cedex
 Tél. : 02 31 45 73 33

Directeur de la publication :
 Daniel BRONDEL
 Rédacteur en chef :
 Kévin DE BIASI
 Attaché de presse :
 Philippe LEMARCHAND
 02 31 15 11 14

ISSN 2416-8890
 © Insee 2015

Pour en savoir plus]

- "La demande reste bien orientée, l'activité progresse par à-coups", *Insee Conjoncture*, octobre 2015
- Indicateurs clés de la région Basse-Normandie : <http://www.insee.fr/basse-normandie> - rubrique *Tableau de bord de la conjoncture*

